

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL**

Société anonyme coopérative à capital variable de 623 229 640 €

Siège social : 46, rue du Bastion, 75017 Paris

632 049 052 R.C.S. Paris

*Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 mai 2026***I- Bilan au 31 décembre 2025**

(en milliers d'euros)

<b>Actif</b> <b>en milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31 décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 décembre</b>
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	<b>3</b>	6 452 581	6 619 610
Effets publics et valeur assimilées	<b>2</b>	1 389 686	1 205 378
Créances sur les établissements de crédit	<b>3</b>	673 145	571 060
Opérations avec la clientèle	<b>4</b>	1 943	2 421
Obligations et autres titres à revenu fixe	<b>5</b>	1 175 612	1 159 386
Actions et autres titres à revenu variable	<b>6</b>	10 367	367
Participations et autres titres détenus à long terme	<b>7</b>	164 974	151 244
Parts dans les entreprises liées	<b>8</b>	250	341
Opérations de crédit-bail et assimilées			
Immobilisations incorporelles	<b>9</b>		
Immobilisations corporelles	<b>10</b>	40 870	22 828
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	<b>11</b>	8 777	48 651
Comptes de régularisation	<b>12</b>	13 474	15 500
<b>Total de l'actif</b>		<b>9 931 679</b>	<b>9 796 786</b>

<b>Passif</b> <b>en milliers d'euros</b>	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31 décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 décembre</b>
Banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit	<b>13</b>	8 330 906	8 317 930
Opérations avec la clientèle	<b>14</b>	28 428	31 764
Dettes représentées par un titre	<b>15</b>	563 826	424 311
Autres passifs	<b>16</b>	14 842	35 609
Comptes de régularisation	<b>17</b>	39 092	37 369
Provisions	<b>18</b>	21	20
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux	<b>19</b>	41 059	41 059
Capitaux propres	<b>19</b>	913 505	908 724
- Capital souscrit		623 230	613 651
- Primes d'émission			
- Réserves		241 467	236 304
- Ecart de réévaluation			
- Provisions réglementées		1 257	1 334
- Report à nouveau		23 080	23 015
- Résultat de l'exercice		24 471	34 420
<b>Total du passif</b>		<b>9 931 679</b>	<b>9 796 786</b>

<b>Hors bilan</b>	<b>Notes</b>	<b>2025</b> <b>31 décembre</b>	<b>2024</b> <b>31 décembre</b>
<b>Engagements donnés</b>			
<b>Engagements de financement</b>			
Engagements en faveur de la clientèle		214 286	214 286
<b>Engagements de garantie</b>			
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		29 076	32 914
<b>Engagements sur titres</b>			
<b>Engagements reçus</b>			
<b>Engagements de financement</b>			
Engagements reçus des Banques centrales		182 891	149 942
<b>Engagements de garantie</b>			
Engagements reçus d'établissements de crédit		29 076	32 914
<b>Engagements sur titres</b>			

**II. — Compte de résultat**

en milliers d'euros	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
+ Intérêts et produits assimilés	26	229 111	318 047
- Intérêts et charges assimilés	27	-194 327	-270 246
+ Revenus des titres à revenu variable	28	5 423	5 037
+ Commissions (produits)	29	3	146
- Commissions (charges)	30	-167	-142
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	31	1	1
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	32		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	33	3	4
- Autres charges d'exploitation bancaire	34		
<b>= Produit Net Bancaire</b>		<b>40 047</b>	<b>52 847</b>
- Charges de personnel	35	-1 204	-1 072
- Autres charges administratives		-7 579	-7 005
- Dotations aux amortissements		-99	-109
<b>= Charges de fonctionnement</b>		<b>-8 882</b>	<b>-8 186</b>
<b>= Résultat Brut d'Exploitation</b>		<b>31 165</b>	<b>44 661</b>
+/- Coût du risque	36		
<b>= Résultat d'Exploitation</b>		<b>31 165</b>	<b>44 661</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	37	-133	28
<b>= Résultat Courant</b>		<b>31 032</b>	<b>44 689</b>
+/- Résultat exceptionnel			
+ Impôts sur les bénéfices	38	-6 638	-10 346
+/- Dotations/reprises de FRBG		77	77
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées			
<b>= Résultat Net</b>		<b>24 471</b>	<b>34 420</b>

**III. — Annexes aux états financiers.**

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel (ci-après la CCCM), organisme financier national du Crédit Mutuel, est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Établissement de crédit doté du statut de Société Anonyme Coopérative à Capital Variable, son capital est détenu par l'ensemble des Caisses fédérales de Crédit Mutuel.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel et par mise en équivalence dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale et du Crédit Mutuel Arkea.

Certaines lignes des états financiers sont présentées dans l'annexe en détaillant la part des opérations avec le réseau lorsqu'elles présentent un caractère significatif. Il s'agit d'opérations réalisées avec les Caisses fédérales de Crédit Mutuel.

**Événements post-clôture**

La CCCM n'a pas comptabilisé d'événement postérieur à la clôture.

**Note 1 : Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation**

Les comptes sociaux de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements bancaires tels que figurant dans les règlements suivants :

- ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date dont le règlement n°2023-03 du 7 juillet 2023 applicable à compter du 1er janvier 2025 ;
- ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général et les règlements l'ayant modifié depuis cette date, dont le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. L'application de ces règlements est sans incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2025.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- La continuité de l'exploitation,
- La permanence des méthodes,
- L'indépendance des exercices.

**1.1 Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers**

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

C'est notamment le cas :

- Des dépréciations des instruments de dette et des instruments de capitaux propres,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux,
- Des valorisations d'instruments financiers non cotés sur un marché organisé.
- Des provisions pour risques et charges ;
- Des provisions sur engagements sociaux et PEL / CEL.

## 1.2 Reclassement d'actifs financiers

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- a) dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
  - b) lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif,
- et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance

## 1.3 Traitement des changements de méthode comptable

Comme indiqué en début de note, le Crédit Industriel et Commercial applique le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 : il n'y a pas d'impacts dans les comptes

Les changements de méthode comptable sont appliqués de façon rétrospective, c'est à dire comme si ce principe avait toujours été appliqué. L'impact de première application est imputé sur les capitaux propres au 1<sup>er</sup> janvier, corrigeant le bilan d'ouverture. Lorsque des changements de méthode ont été effectués, des comptes provisoires des exercices antérieurs présentés sont établis selon la nouvelle méthode.

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable au cours de l'exercice 2025.

## 1.4 Réserve obligatoire et Tiering

La constitution des réserves obligatoires, est régie par le Règlement (UE) 2021/378 de la Banque Centrale Européenne.

Depuis le 29 janvier 2020, la CCCM centralise, pour le périmètre affilié du groupe, l'ensemble des réserves obligatoires et du Tiering (jusqu'à sa suppression le 14 septembre 2022). Des affiliés continuent à déposer leurs excédents de trésorerie sur leurs comptes à la CCCM, qui les remet en banque centrale sous forme de dépôts 24H.

Cette centralisation représente 2 412 M€ au 31 décembre 2025.

## 1.5 Créances et risque de crédit

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à la valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Dans le cadre du suivi du risque de crédit, les créances sont classées en encours sains, encours douteux et encours douteux compromis.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation interne du risque de crédit du groupe Crédit Mutuel. Ce dernier considère la probabilité de défaut de la contrepartie via une note interne et le taux de perte fonction de la nature de l'exposition. L'échelle des notes internes comprend douze niveaux dont neuf pour les contreparties saines et trois pour les contreparties douteuses.

### *Déclassement des créances*

Le système de déclassement en encours douteux est conforme au règlement ANC n°2014-07, selon lequel les créances de toute nature sont déclassées dans les situations suivantes en créances douteuses :

- En cas de constatation d'impayés depuis plus de neuf mois pour les crédits aux collectivités locales, de plus de six mois pour les crédits aux acquéreurs de logement, de plus de trois mois pour les autres concours,
- Lorsque la créance présente un caractère contentieux judiciaire (procédures de surendettement, de redressement, de liquidation judiciaire, faillite, etc.),
- Lorsque la créance indépendamment de l'existence de tout impayé, présente d'autres risques de non recouvrement total ou partiel.

En effet, les traitements de passage en douteux, provisionnement et retour en sain de la clientèle sont automatisés en cohérence avec les règles prudentielles, (Règlement délégué de l'UE 2018/171) et aux orientations d'application EBA/GL/2016/07 de l'Autorité bancaire européenne (ABE). Ainsi :

- L'analyse du défaut (i.e. le fait générateur du déclassement de la créance) est effectuée quotidiennement, au niveau de l'ensemble des engagements d'un emprunteur, l'appréciation du défaut étant déterminée par emprunteur ou groupe d'emprunteurs ayant un engagement commun,
- Le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'arriérés consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs,
- Le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe, la période probatoire minimale est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés et de douze mois pour les crédits restructurés.

### *Dépréciation au risque des pertes de crédit avérées.*

Les créances douteuses font l'objet de dépréciations individualisées créance par créance enregistrées en coût du risque. Les intérêts sur créances douteuses non réglés et inscrits au compte de résultat sont couverts par des dépréciations à hauteur de l'intégralité du montant comptabilisé. Les dotations ou reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties se rapportant à des intérêts sur créances douteuses sont enregistrées au poste « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat. Le principal de la créance est provisionné selon l'estimation la plus probable de la dépréciation, conformément aux principes généraux de prudence. Le calcul de la dépréciation tient compte de la valeur de réalisation des garanties personnelles ou réelles liées à la créance.

La dépréciation constituée couvre la perte prévisionnelle actualisée au taux d'intérêt d'origine du crédit. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux, déduction faite des flux déjà encaissés, et les flux prévisionnels de recouvrement. La détermination des flux de recouvrement repose notamment sur des statistiques qui permettent d'estimer les séries de recouvrement moyennes dans le temps à partir de la date de déclassement du crédit. Une reprise de dépréciation du fait du passage du temps est enregistrée en produit net bancaire. Les encours douteux pour lesquels la déchéance du terme a été prononcée ou qui sont classés depuis plus d'un an en créances douteuses (sauf à démontrer formellement l'existence et la validité de garanties couvrant la totalité des risques), sont spécifiquement identifiés dans la catégorie « encours douteux compromis ».

Les intérêts sur encours douteux compromis entrent dans la base de calcul de dépréciation des pertes probables avérées (art 2221-9). La provision vient en moins de l'actif pour la dépréciation des prêts et au passif parmi les provisions pour risques pour les engagements de financement et de garantie.

Les encours de crédit de la CCCM ne présentant pas de preuve objective de dépréciation, il n'y a pas de provision enregistrée dans les comptes de la CCCM au 31 décembre 2025.

**Crédits restructurés**

L'article 2221-5 du règlement ANC précité prescrit un traitement spécifique de certains encours restructurés. Les encours douteux redevenus sains à la suite d'une restructuration à des conditions hors marché sont isolés dans une catégorie spécifique. Dans cette hypothèse, les abandons de principal ou d'intérêts, échus ou courus, ainsi que les écarts d'intérêts futurs, sont immédiatement constatés en perte, puis réintégrés au fur et à mesure de l'amortissement du prêt. Le nombre de prêts concernés et les montants en cause sont faibles et le calcul d'une décote serait sans impact significatif sur les états financiers de l'exercice. L'impossibilité de recouvrer toute ou partie de la ou des créances douteuses entraîne le passage en perte. L'absence de possibilité de recouvrement résulte principalement :

- De l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par la société de recouvrement comportant les motifs de l'échec,
- De l'absence de solvabilité du ou des débiteurs des créances du dossier, constatée après que toutes les procédures internes du service contentieux ont été mises en œuvre,
- D'un jugement défavorable à la banque entraînant l'impossibilité de poursuivre le recouvrement de ses créances ou d'une décision de justice ordonnant l'effacement des dettes,
- D'un plan de surendettement incluant un abandon partiel de créance.

**1.6 Opérations sur titres**

Les postes du bilan :

- « Effets publics et valeurs assimilées »,
- « Obligations et autres titres à revenu fixe »,
- « Actions et autres titres à revenu variable ».

enregistrent des titres de transaction, de placement et d'investissement, selon leur nature.

Cette classification résulte de l'application du règlement ANC 2014-07, qui prescrit la ventilation des titres en fonction de leur destination.

**Titres de transaction**

La Caisse Centrale ne détient pas de titres de transaction. Pour rappel, il s'agit de titres qui, à l'origine, sont soit acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou racheter à court terme soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché. Les titres de transaction sont enregistrés à la date d'acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. À chaque arrêté comptable, les titres détenus sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat en produits ou en charges.

**Titres de placement**

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation ou parts dans les entreprises liées. Les titres de placement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais d'achat. Les surcotes ou décotes éventuelles sont étalées sur la durée résiduelle des titres.

A chaque arrêté comptable, chaque ligne de titres fait l'objet séparément d'une estimation et, pour les obligations, les titres sont regroupés par ensembles homogènes. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur probable de négociation, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente, ce calcul étant effectué valeur par valeur ou par ensemble homogène. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et il n'y a pas de compensation entre les plus et moins-values latentes. La valeur probable de négociation est, pour les actions cotées à Paris, le cours moyen du dernier mois et pour les actions cotées à l'étranger et les obligations, le cours le plus récent du dernier mois. Les titres non cotés, sont estimés à partir de techniques de valorisations couramment utilisés par les intervenants de marché sur base individuelle.

**Titres d'investissement**

Sont classés dans ce portefeuille les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou de la catégorie « titres de placement » avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant des capacités de détention à terme nécessaires (notamment financières et juridiques).

L'écart constaté entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé sur la durée de vie du titre. Ces titres peuvent faire l'objet d'une couverture en ressources ou en taux.

Les moins-values latentes ne font pas l'objet de dépréciations, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

**Titres de l'activité de portefeuille**

Ces titres proviennent d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le fonds de commerce ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Ces investissements sont réalisés dans le cadre de structures dédiées, de manière significative et permanente et la rentabilité provient essentiellement de la réalisation de plus-values de cession.

Ces titres sont enregistrés à leur prix d'acquisition. À la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait l'objet séparément d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les titres cotés, la moyenne des cours de bourse sur une période suffisamment longue peut être retenue.

**Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué ou de fusions et opérations assimilées. Les frais d'acquisition sont soit rattachés au prix d'acquisition des titres, soit comptabilisés directement en charges, sous réserve du respect des dispositions de l'article 2371-2 du présent règlement. À la clôture de l'exercice, chaque ligne de titre fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. La valeur d'utilité peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de bourse des derniers mois.

**Critères et règles de déclassement**

En cas de modification d'intention ou de capacité de détention, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité et aux règles de transfert, les titres peuvent être déclassés. En cas de transfert, les titres font l'objet à la date du transfert, et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Ils sont transférés dans la catégorie « titres de placement » à cette valeur comptable.

Le reclassement hors de la catégorie des titres de transaction, vers les catégories des titres d'investissement et des titres de placement est possible dans les deux cas suivants :

- a) Dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie,
- b) Lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif, et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

### 1.7 Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêt

La Caisse Centrale n'enregistre que des opérations de couverture.

#### *Opérations sur les marchés de gré à gré*

Sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor...).

Les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors-bilan, gestion spécialisée).

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a), de couvrir le risque de taux d'un élément isolé ou d'un ensemble d'éléments homogènes (b), ou de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (d). Il n'existe pas de portefeuille de contrats d'échange destinés à couvrir le risque global de taux, dit portefeuille de catégorie (c).

En application du règlement ANC 2014-07, la banque est susceptible de constituer trois portefeuilles distincts enregistrant les contrats selon qu'ils ont pour objet de maintenir des positions ouvertes et isolées (a).

Dans ces conditions, les transferts d'un portefeuille à l'autre ne sont possibles que du :

- Portefeuille (a) vers le portefeuille (b),
- Portefeuille (b) vers les portefeuilles (a) ou (d),
- Portefeuille (d) vers le portefeuille (b).

Les contrats sont inscrits à leur valeur nominale au hors-bilan. La valeur de marché retenue pour les contrats d'échange dits de transaction est issue de l'application de la méthode d'actualisation des flux futurs avec une courbe de taux zéro coupon. La branche à taux fixe est estimée à partir des différentes échéances actualisées en fonction de la courbe de taux, alors que la valeur actuelle de la branche à taux variable est estimée à partir de la valeur du coupon en cours majoré du nominal. La valeur de marché résulte de la comparaison de ces deux valeurs actualisées, après prise en compte du risque de contrepartie et des frais de gestion futurs.

Les soultes éventuellement perçues ou versées lors de la conclusion d'un contrat d'échange sont constatées au compte de résultat prorata temporis sur la durée du contrat. En cas de résiliation anticipée d'un contrat, la soulte perçue ou versée est immédiatement constatée en résultat, sauf lorsque le contrat a été initié dans le cadre d'une opération de couverture. La soulte est alors rapportée au compte de résultat en fonction de la durée de vie de l'élément initialement couvert.

Afin de mesurer et de suivre les risques encourus en raison de ces opérations, des limites globales de sensibilité incluant les contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises sont fixées par activité. Ces positions font l'objet d'une information régulière à l'organe exécutif de la banque, pris au sens de l'article L 511-13 du Code monétaire et financier.

### 1.8 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien. Il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties selon le modèle linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Les immobilisations ayant une durée d'utilité non définie sont non amortissables. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les immeubles, amortis par composants, sont décomposés en trois éléments : le gros œuvre, les équipements et les aménagements et installations amortis respectivement sur : 60, 20 et 10 ans. Les durées d'amortissement retenues pour les immobilisations corporelles immeubles sont de 3, 5 ou 10 ans.

Les immobilisations incorporelles sont uniquement composées de logiciels et sont amorties sur 1 an.

### 1.9 Provisions

#### **Provisions**

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

#### **Provisions pour dépréciations**

Les dépréciations affectées à des postes d'actifs sont déduites des créances correspondantes qui apparaissent ainsi pour leur montant net. Les provisions relatives aux engagements hors bilan sont inscrites en provisions pour risques.

L'établissement peut être partie à un certain nombre de litiges ; leurs issues possibles et leurs conséquences financières éventuelles sont examinées régulièrement et, en tant que de besoin, font l'objet de dotations aux provisions reconnues nécessaires.

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU). Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1% des dépôts couverts de ces mêmes banques. Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunérés. Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1% précité. Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée.

L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible. Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

#### 1.10 Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté. Les gains ou pertes de change latent résultant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat avec les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

Cependant, les écarts de conversion des titres d'investissement et des titres de participation et de filiales libellés en devises et financés en euros ne sont pas enregistrés en compte de résultat. Toutefois, si les titres doivent faire l'objet d'une cession ou d'un remboursement, une provision est constituée à hauteur de la perte de change latente.

#### 1.11 Fonds pour risques bancaires généraux

Le fonds pour risques bancaires généraux (FRBG) a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

#### 1.12 Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont enregistrées selon le critère de l'encaissement à l'exception des commissions relatives aux opérations financières qui sont enregistrées dès la clôture de l'émission ou dès leur facturation.

Les intérêts des créances douteuses compromises ne sont pas comptabilisés en produits.

Les commissions comprennent les produits d'exploitation bancaire rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt, c'est à dire calculés en fonction de la durée et du montant de la créance ou de l'engagement donné.

#### 1.13 Engagements de retraite, indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

La comptabilisation et l'évaluation des engagements de retraites et avantages similaires sont conformes à la recommandation n° 2013-02 de l'ANC.

##### Régimes de retraite des employés

Les pensions de retraite sont prises en charge par diverses institutions auxquelles la Banque et ses salariés versent périodiquement des cotisations. Ces dernières sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont dues.

D'autre part, les salariés bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire financé par l'employeur, au travers de deux contrats d'assurance. Ce contrat relève d'un régime à cotisations définies, entièrement couvert par les réserves constituées chez l'assureur.

En conséquence, aucun engagement résiduel n'en résulte pour l'employeur.

##### Indemnités de fin de carrière et primes de médaille du travail

Les futures indemnités de fin de carrière et primes conventionnelles à verser pour l'attribution de médailles du travail sont intégralement couvertes par provisions ou contrats d'assurance.

Les engagements sont calculés annuellement suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière. Les engagements correspondant aux droits acquis par les salariés au 31 décembre de chaque exercice sont intégralement couverts par les réserves constituées auprès de la compagnie d'assurances ou par des provisions.

Les indemnités de fin de carrière et primes médailles du travail arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 64ème anniversaire.

#### 1.14 Impôt et taxes

Les impôts et taxes sont comptabilisés en charge de l'exercice à la naissance de la dette. Conformément au principe énoncé par le règlement ANC 2025 02 sur la surtaxe issue de l'article 48 de la loi de finances 2025, la comptabilisation de la contribution exceptionnelle est effectuée lors de l'exercice au cours duquel elle est due.

#### 1.15 Implantation dans les États ou territoires non coopératifs en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales

La banque ne possède pas d'implantation directe ou indirecte dans les États ou territoires visés par le premier alinéa de l'article L.511-45 du Code monétaire et financier.

### Informations sur les postes de bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

#### Note 2 - Effets publics et valeur assimilées

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus			1 382 234	1 382 234			1 200 096	1 200 096
Titres prêtés								
Écarts de conversion								
Créances rattachées			7 452	7 452			5 282	5 282
<b>Montant brut</b>			<b>1 389 686</b>	<b>1 389 686</b>			<b>1 205 378</b>	<b>1 205 378</b>
Dépréciations			-	-			-	-
<b>Montant net</b>			<b>1 389 686</b>	<b>1 389 686</b>			<b>1 205 378</b>	<b>1 205 378</b>
Plus-values latentes								

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2025.  
Il n'a pas été cédé de titre d'investissement avant leur échéance.

### Note 3 - Créances sur les établissements de crédit et les Banques Centrales

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	36 181		71 723	
Prêts, valeurs reçues en pension (1)	6 452 357	629 361	6 619 254	343 249
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Créances rattachées	224	7 603	356	9 426
Créances douteuses	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6 488 762</b>	<b>636 964</b>	<b>6 691 333</b>	<b>352 675</b>
<b>Total des Créances sur les établissements de crédit et Banques Centrales (1)</b>		<b>7 125 726</b>		<b>7 044 008</b>
dont Banques Centrales (1)	6 452 581		6 619 610	
dont prêts subordonnés		-		-

Le total des créances sur établissements de crédit comprend 46 178 K€ d'opérations avec le réseau.

### Note 4 - Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances commerciales		
Créances rattachées		
Autres concours		
- Autres crédits à l'équipement	1 933	2 409
- Titres reçus en pension livrée	-	-
- Créances rattachées	10	12
Comptes ordinaires débiteurs		
Créances rattachées		
Créances douteuses		
Dépréciations		
<b>Total</b>	<b>1 943</b>	<b>2 421</b>
dont créances éligibles à la Banque Centrale Européenne		
dont prêts participatifs		
dont prêts subordonnés		

Il n'existe pas de crédits restructurés à des conditions hors marchés parmi les encours sains.

### Note 5 - Obligations & autres titres à revenu fixe

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Placement	Invest.	Total	Transaction	Placement	Invest.	Total
Titres détenus cotés			1 160 877	1 160 877			1 145 301	1 145 301
Titres détenus non cotés			-	-			-	-
Titres prêtés			-	-			-	-
Créances rattachées			14 735	14 735			14 085	14 085
Créances douteuses			-	-			-	-
<b>Montant brut</b>			<b>1 175 612</b>	<b>1 175 612</b>			<b>1 159 386</b>	<b>1 159 386</b>
Dépréciations			-	-			-	-
Provisions			-	-			-	-
<b>Montant net</b>			<b>1 175 612</b>	<b>1 175 612</b>			<b>1 159 386</b>	<b>1 159 386</b>
Plus-values latentes								
dont obligations subordonnées				-			-	-
dont titres émis par des organismes publics			208 680	208 680			208 424	208 424

### Note 6 - Actions & autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024			
	Transaction	Placement	Titres de l'Activité de portefeuille	Total	Transaction	Placement	Titres de l'Activité de portefeuille	Total
Titres détenus cotés								
Titres détenus non cotés		10 367		10 367		367		367
Titres prêtés								
Créances rattachées								
<b>Montant brut</b>		<b>10 367</b>		<b>10 367</b>		<b>367</b>		<b>367</b>
Dépréciations								
<b>Total</b>		<b>10 367</b>		<b>10 367</b>		<b>367</b>		<b>367</b>
Plus-values latentes		131		131		132		132

Aucun transfert entre portefeuille n'a eu lieu durant l'exercice 2025.

**Note 7 - Titres de participation et autres titres détenus à long terme**

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2025
Autres titres détenus à long terme								
- cotés	-	-	-	-	-	-	-	-
- non cotés	5 529							5 529
Titres de participation								
- cotés	-	-	-	-	-	-	-	-
- non cotés	145 715	-	-	-	-	-	13 730	159 445
<b>Sous-total</b>	<b>151 244</b>						<b>13730</b>	<b>164 974</b>
Ecarts de conversion								
Titres prêtés								
Créances rattachées								
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.								
<b>Montant brut</b>	<b>151 244</b>						<b>13730</b>	<b>164 974</b>
Dépréciations								
- titres cotés					-			-
- titres non cotés								-
<b>Sous-total</b>								
<b>Montant net</b>	<b>151 244</b>						<b>13730</b>	<b>164 974</b>

**Note 8 - Parts dans les entreprises liées**

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute	250							250
Ecarts de conversion								
Titres prêtés								
Créances rattachées	91							
Appels de fonds et avances en compte courant dans les S.C.I.								
Dépréciations								
<b>Montant net</b>	<b>341</b>							<b>250</b>
Valeur brute comptable des titres dans les établissements de crédit								
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées cotées								
Valeur brute comptable des parts dans les entreprises liées non cotées	341							250

**Opérations avec les entreprises liées**

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Entreprises liées		Entreprises liées	
	Total	Dont subordonné	Total	Dont subordonné
<b>Actif</b>				
Créances sur établissements de crédit	673 142		570 936	
Créances sur la clientèle	1 942		2 421	
Obligations et autres titres à revenu fixe				
<b>Passif</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	8 267 844		8 254 869	
Comptes créditeurs de la clientèle	28 428		31 764	
Dettes représentées par un titre	-		-	
<b>Hors-bilan</b>				
<i>Engagements donnés</i>				
Etablissements de crédit	-		-	
Clientèle	-		-	
<i>Engagements reçus</i>				
Etablissements de crédit	29 076		32 914	
Clientèle	-		-	

Les opérations avec les entreprises pour lesquelles il existe un lien de participation ne sont pas significatives.

**Opérations avec les parties liées**

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par la société dans ses rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la transaction n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions consenties à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

## Note 9 - Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Acquisitions	Cessions	Dotations Amortissements	Reprises Amortissements	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute								
<b>Montant brut</b>								
Amortissements								
<b>Montant des amortissements</b>								
<b>Montant net</b>								

Ce poste n'a fait l'objet d'aucune acquisition durant l'exercice 2024. Il en a été de même pour l'exercice 2023.

## Note 10 - Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Acquisitions	Cessions	Dotations Amortissements	Reprises Amortissements	Transferts Reclassement	Autres variations	31.12.2025
Valeur brute								
. Terrains d'exploitation	1 178							1 178
. Terrains hors exploitation								-
. Constructions d'exploitation	6 601						-214,0	6 387
. Constructions hors exploitation								-
. Autres immobilisations corporelles	20 270						18 180	38 450
<b>Montant brut</b>	<b>28 049</b>		-	-	-	-	-	<b>46 015</b>
Amortissements								
. Terrains d'exploitation								
. Terrains hors exploitation								
. Constructions d'exploitation	-5 172						41,0	-5 131
. Constructions hors exploitation								
. Autres immobilisations corporelles	-49						35,0	-14
<b>Montant des amortissements</b>	<b>-5 221</b>	-	-		-	-	<b>76</b>	<b>-5 145</b>
<b>Montant net</b>	<b>22 828</b>		-		-	-	<b>76</b>	<b>40 870</b>

## Note 11 - Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Primes suroptions		
Comptes de règlement d'opérations sur titres		
Dettes représentatives des titres empruntés		
Impôts différés		
Débiteurs et créditeurs divers	8 749	48 554
Créances et dettes rattachées	28	97
Dépréciations	-	-
<b>Total</b>	<b>8 777</b>	<b>48 651</b>

Les débiteurs divers s'élèvent à 63 834 K€ et comprennent notamment :

- Dépôts de Garantie Dérivés	0 K€
- Dépôts de Garantie FRU	2 858 K€
- Fonds garantie des financements bancaires (BPI)	65 K€
- Ecritures en Instance d'Imputation	1 920 K€
- Créances Fiscales & Sociales	3 906 K€

## Note 12 - Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	6 585	8 250
Autres comptes de régularisation	6 889	7 250
<b>Total</b>	<b>13 474</b>	<b>15 500</b>

## Note 13 - Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes ordinaires	179 161		274 732	
Comptes à terme		8 151 677		8 043 130
Valeurs données en pension				

Titres donnés en pension livrée				
Dettes rattachées		68		68
<b>Total</b>	<b>179 161</b>	<b>8 151 745</b>	<b>274 732</b>	<b>8 043 198</b>
<b>Total des dettes envers les établissements de crédit</b>		<b>8 330 906</b>		<b>8 317 930</b>

Le total des dettes envers les établissements de crédit comprend 8 265 317 K€ d'opérations avec le réseau, 63 060 K€ Crédit Logement Paris, 2 528 K€ BFCM

#### Note 14 - Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	A vue	A terme	A vue	A terme
Comptes d'épargne à régime spécial				
Dettes rattachées				
<b>Total - Comptes d'Epargne à Régime Spécial</b>				
Comptes ordinaires débiteurs	28 428		31 764	
Titres donnés en pension livrée	-		-	
Dettes rattachées	-		-	
<b>Total - Autres dettes</b>	<b>28 428</b>		<b>31 764</b>	
<b>Total des comptes créditeurs de la clientèle à vue et à terme</b>	<b>28 428</b>		<b>31 764</b>	

#### Note 15 - Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire	556 400	415 000
Titres de créance négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Dettes rattachées	7 426	9 311
<b>Total</b>	<b>563 826</b>	<b>424 311</b>

#### Note 16 - Autres passifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Primes sur options		
Comptes de règlement d'opérations sur titres		
Dettes représentatives des titres empruntés	10 197	597
Impôts différés		
Débiteurs et créditeurs divers	4 611	34 973
Créances et dettes rattachées	34	39
Dépréciations		
<b>Total</b>	<b>14 842</b>	<b>35 609</b>

Les créiteurs divers s'élèvent à 4 645 K€ et comprennent notamment :

- Dépôts de Garantie Dérivés	4 560 K€
- Dettes Fiscales & Sociales	47 K€
- Ecritures en Instance d'Imputation	4 K€

#### Note 17 - Comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustements devises et hors-bilan	21 107	18 285
Autres comptes de régularisation	17 985	19 084
<b>Total</b>	<b>39 092</b>	<b>37 369</b>

#### Note 18 - Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2025
<b>Provisions pour risques de contrepartie</b>					
- sur engagements par signature					
- sur engagements de hors-bilan					
- sur risques pays					
- provisions générales pour risques de crédit					
- autres provisions pour risques de contrepartie					
<b>Provisions pour pertes sur instruments financiers à terme</b>					

<b>Provisions pour risques et charges sur épargne logement</b>					
<b>Provisions sur filiales et participations</b>					
<b>Provisions pour risques et charges hors risques de contrepartie</b>					
- provisions pour charges de retraite		7,0			7,0
- provisions pour litiges					
- autres provisions pour risques et charges (1)	20			-6	14
<b>Total</b>	<b>20</b>	<b>7</b>		<b>-6</b>	<b>21</b>
<i>(1) Hors clientèle</i>					

Note 19 - Capitaux propres et FRBG

(En milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves (1)	Ecarts de réévaluation	Provisions réglementées	Report à nouveau	Résultat exercice	Total	Fonds pour risques bancaires généraux
<b>Solde au 01.01.2024</b>	<b>591 874</b>		<b>232 452</b>		<b>1 412</b>	<b>22 969</b>	<b>25 675</b>	<b>874 382</b>	<b>41 059</b>
Résultat de l'exercice							34 420	34 420	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			3 852			46	-3 898	-	
Distribution de dividendes							-21 777	-21 777	
Augmentation de capital	21 777							21 777	
Incidence des réévaluations								-	
Autres variations					-77			-77	
<b>Solde au 31.12.2024</b>	<b>613 651</b>		<b>236 304</b>		<b>1 335</b>	<b>23 015</b>	<b>34 420</b>	<b>908 725</b>	<b>41 059</b>
<b>Solde au 01.01.2025</b>	<b>613 651</b>		<b>236 304</b>		<b>1 335</b>	<b>23 015</b>	<b>34 420</b>	<b>908 725</b>	<b>41 059</b>
Résultat de l'exercice							24 471	24 471	
Affectation du résultat de l'exercice précédent			5 163			65	-5 228	-	
Distribution de dividendes							-9 579	-9 579	
Augmentation de capital	9 579							9 579	
Incidence des réévaluations								-	
Autres variations									
<b>Solde au 31.12.2025</b>	<b>623 230</b>		<b>241 467</b>		<b>1 335</b>	<b>23 080</b>	<b>44 084</b>	<b>933 196</b>	<b>41 059</b>

Le capital de la CCCM s'élève à 623 229 640,00 euros entièrement souscrits.  
Le capital de la CCCM est constitué au 31 décembre 2025 de 8 200 390 actions d'une valeur nominal de 76 euros.  
Augmentation de capital de 9 578 280 € par émissions de 126 030 actions nouvelles, réalisée suite à la distribution du résultat 2024 en action numéraire.

Le résultat social de la CCCM au 31 décembre 2025 s'élève à 24 471 132,88 €

(1) Le poste " Réserves " comprend au 31 décembre 2025 :  
16 053 784,71 € de réserve légale, 222 173 563,04 € de réserves facultatives et 3 239 557,43 € de réserves diverses.

Il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter la somme de 47 551 012 € provenant du résultat pour 24 471 132,88 € et du report à nouveau pour 23 079 879,27 € de la manière suivante:

20 752 197,00	Dividendes au titre de l'exercice 2025
3 670 670,00	Affectation à la réserve Légale
23 128 146,00	Dotation au report à nouveau
<b>47 551 012,00</b>	<b>Total distribuable</b>

Note 20 - Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	< 3 mois et à vue	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	A durée indéterminée	Créances dettes rattachées	Total
<b>Actifs</b>							
Créances sur les établissements de crédit *	312 961	253 400	63 000			7 603	636 964
Créances sur la clientèle **	480		1 453			10	1 943
Obligations et autres titres à revenu fixe ***	25 000	59 994	777 805	298 078		14 735	1 175 612
<b>Passifs</b>							
Dettes envers les établissements de crédit		62 993		8 088 684		68	8 151 745
Comptes créditeurs de la clientèle	28 428						28 428
Dettes représentées par un titre							
- Bons de caisse							
- Titres du marché interbancaire et titres de créance négociables	303 000	253 400				7 426	563 826
- Emprunts obligataires							
- Autres							

\* à l'exception des créances douteuses et des provisions pour dépréciation  
\*\* à l'exception des valeurs non imputées, des créances douteuses et des provisions pour dépréciation  
\*\*\* exclusivement pour les titres de placement et d'investissement (hors créances douteuses)

## Note 21 - Contrevaleur en euros des actifs & passifs en devises

La contre-valeur en euros des actifs et passifs libellés en devises est respectivement de 0 K€ et 0 K€

**Note 22 - Autres engagements de garanties donnés**

Dans le cadre de ses opérations de refinancement auprès de la Banque de France, la CCCM a remis en garantie au 31-12-2025 un montant de 182 891 K€.

## Note 23 - Engagements sur instruments financiers à terme

**Opérations sur instruments financiers à terme (selon la notion d'opérations de couverture micro/macro et opérations de gestion position ouverte/gestion spécialisée sur les opérations fermes et conditionnelles).**

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Couverture	Opérations de gestion	Total	Couverture	Opérations de gestion	Total
<b>Opérations fermes</b>						
<i>Marchés organisés</i>						
Contrats de taux						
Contrats de change						
Autres opérations						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Accords de taux futurs						
Swaps de taux	2 362 900		2 362 900		2 147 900	2 147 900
Swaps financiers						
Autres opérations						
Swaps - autres						
<b>Opérations conditionnelles</b>						
<i>Marchés organisés</i>						
Options de taux						
Achétées						
Vendues						
Options de change						
Achétées						
Vendues						
Actions et autres options						
Achétées						
Vendues						
<i>Marchés de gré à gré</i>						
Contrats de taux plafonds et planchers						
Achétées						
Vendues						
Options de taux, change, actions et autres						
Achétées						
Vendues						
<b>Total</b>	<b>2 362 900</b>		<b>2 362 900</b>		<b>2 147 900</b>	<b>2 147 900</b>

### Ventilation des contrats d'instruments de taux d'intérêt de gré à gré par type de portefeuille

(En milliers d’euros)	31.12.2025	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
<b>Opérations fermes</b> Achats Ventes Contrats d'échange <b>Opérations conditionnelles</b> Achats Ventes			2 362 900			2 362 900
	31.12.2024	Position ouverte isolée	Micro couverture	Risque global tx d'intérêt	Gestion spécialisée	Total
<b>Opérations fermes</b> Achats Ventes Contrats d'échange <b>Opérations conditionnelles</b> Achats Ventes			2 147 900			2 147 900

Aucun transfert de contrats du portefeuille d'opérations de micro-couverture au portefeuille de position ouverte isolée n'a été effectué durant l'exercice 2025.

## Note 24 - Ventilation des instruments à terme selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31.12.2025	< 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Instruments de taux</b>					
<i>Marchés organisés</i>					
Achats					
Ventes					
<i>Marchés de gré à gré</i>					
Achats					
Ventes					
Swaps de taux		210 000	1 343 216	809 684	2 362 900
<b>Instruments de change</b>					
<i>Marchés organisés</i>					
Achats					
Ventes					
<i>Marchés de gré à gré</i>					
Achats					
Ventes					
Swaps financiers					
<b>Autres instruments financiers à terme</b>					
<i>Marchés organisés</i>					
Achats					
Ventes					
<i>Marchés de gré à gré</i>					
Achats					
Ventes					
<b>Total</b>		<b>210 000</b>	<b>1 343 216</b>	<b>809 684</b>	<b>2 362 900</b>

## Note 25 - Instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
Juste valeur des instruments financiers à terme	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des instruments financiers	48 247	42 994	49 368	60 713

Instruments dérivés de couverture au 31 12 2025

## Note 26 - Produits sur intérêts

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Etablissements de crédit	168 897	265 952
Clientèle	646	871
Crédit-bail et location simple	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	57 643	49 671
Autres	1 925	1 553
<b>Total</b>	<b>229 111</b>	<b>318 047</b>

## Note 27 - charges sur intérêts

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Etablissements de crédit	-179 358	-251 537
Clientèle	-757	-1 447
Crédit-bail et location simple		
Obligations et autres titres à revenu fixe	-14 212	-13 364
Autres		-3 898
<b>Total</b>	<b>-194 327</b>	<b>-270 246</b>

## Note 28 - Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Titres de placement		
Titres de l'activité de portefeuille		
Titres de participation et ATDLT	5 398	5 012
Parts dans les entreprises liées	25	25
Revenus des parts de S.C.I.		
<b>Total</b>	<b>5 423</b>	<b>5 037</b>

## Note 29 - Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
	Produits	Produits
Opérations de trésorerie & interbancaires	3	146
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur titres		
Opérations de change		
Opérations de hors-bilan		
. Engagements sur titres		
. Engagements financiers à terme		
. Engagements de financement et de garantie		
Prestations de services financiers		
Commissions sur moyens de paiement		
Autres commissions (dont produits rétrocédés)		
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>146</b>

## Note 30 - Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
	Charges	Charges
Opérations de trésorerie & interbancaires	-2	-2
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur titres	-165	-107
Opérations de change		
Opérations de hors-bilan		
. Engagements sur titres		
. Engagements financiers à terme		
. Engagements de financement et de garantie		
Prestations de services financiers		
Commissions sur moyens de paiement		
Autres commissions (dont produits rétrocédés)		
<b>Total</b>	<b>-167</b>	<b>-109</b>

## Note 31 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
- Sur titres de transaction		
- Sur opérations de change	-	-
- Sur instruments financiers à terme		
* De taux d'intérêt		
* De cours de change	1	1
* Sur autres instruments financiers y compris actions		
<b>Sous-total</b>	<b>1</b>	<b>-</b>
- Dotations pour dépréciation des instruments financiers		
- Reprises sur dépréciation des instruments financiers		
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Note 32 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
<b>Opérations sur titres de placement</b>		
- Plus-values de cession		
- Moins-values de cession		
- Dotations pour dépréciation		
- Reprises sur dépréciation		
<b>Opérations sur titres de l'activité de portefeuille</b>		
- Plus-values de cession		
- Moins-values de cession		
- Dotations pour dépréciation		
- Reprises sur dépréciation		
<b>Total</b>		

## Note 33 - Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produits accessoires		
Transferts de charges		
Dotation nette aux provisions		
Autres produits d'exploitation bancaire	3	4
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>4</b>

## Note 34 - Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produits accessoires		
Transferts de charges		
Dotation nette aux provisions		
Autres charges d'exploitation bancaire		
<b>Total</b>		

## Note 35 - Charges de personnel

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Salaires & traitements	-516	-561
Charges sociales	-359	-223
Charges de retraite	-72	-98
Intéressement et participation des salariés	-120	-89
Impôts, taxes & versements assimilés sur rémunérations	-137	-90
Dotation nette aux provisions pour retraite	-7	-
Autres reprises nettes aux provisions	6	-11
<b>Total</b>	<b>-1 205</b>	<b>-1 072</b>

## Note 36 - Coût du risque

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Dotations pour dépréciation des créances douteuses		-
Reprises sur dépréciation des créances douteuses		
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des dépréciations		
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations		-
Récupérations sur créances amorties		-
<b>Solde des créances</b>		
Dotations aux provisions		
Reprises de provisions		
<b>Solde des risques</b>		
<b>Total</b>		

## Note 37 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	31.12.2025				31.12.2024	
	Effets publics & valeurs assimilées	Obligations & ATRF	Participation & ATDLT	Parts dans les entreprises liées	Total	Total
<b>Sur immobilisations financières</b>						
- Plus-values de cessions						-
- Moins-values de cessions				-		-
- Dotations pour dépréciation			-	-	-	-
- Reprises sur dépréciation				-		
<b>Sous-total</b>						-
<b>Sur immobilisations corporelles et incorporelles</b>						
- Plus-values de cessions						
- Moins-values de cessions					-133	
<b>Sous-total</b>					<b>-133</b>	
<b>Total</b>					<b>-133</b>	-

**Note 38 - Impôts sur les bénéfices**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale	-6 638	-10 346
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale		
<b>Total</b>	<b>-6 638</b>	<b>-10 346</b>
Sur activités courantes	-6 638	-10 346
Sur activités courantes sur résultat antérieur	-	-
Sur éléments exceptionnels	-	-
<b>Total</b>	<b>-6 638</b>	<b>-10 346</b>

**Note 39 - Effectifs moyens**

	31.12.2025	31.12.2024
Techniciens	2	3
Cadres	7	7
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>10</b>

**Note 40 - Rémunérations versées aux membres du conseil d'administration**

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Montant global des rémunérations versées	-	-
Montant global des jetons de présence	-	-

Aucune avance ou rémunération n'a été versée aux membres du conseil d'administration.

**Note 41 - Honoraires des Commissaires aux comptes**

(En milliers d'euros) Montants hors taxes	ERNST & YOUNG et Autres		KPMG	
	Exercice 2025	Exercice 2024	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>Audit</b>				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes	39	50	33	43
- Filiales intégrées globalement				
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	5	7	6	5
- CIC				
- Filiales intégrées globalement				
<b>Sous-total</b>	<b>44</b>	<b>57</b>	<b>39</b>	<b>48</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>				
- Juridique, fiscal et social				
- Autres				
<b>Sous-total</b>				
<b>Total</b>	<b>44</b>	<b>57</b>	<b>39</b>	<b>48</b>

L'intégralité de cette somme correspond aux diligences menées au titre du contrôle légal des comptes annuels.

**Note 42 - Avoirs déposés à la Caisse des dépôts et consignations et comptes inactifs**

	Nombre de comptes	Montants déposés en 2025 en euros
Comptes déposés mentionnés au II de l'article L. 312-19 du code monétaire et financier	0	0
Comptes déposés mentionnés à l'article L.312-20 du code monétaire et financier	0	0

Conformément à la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence.

**Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices**

Nature des indications	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
<b>1- Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	362 657 408	577 657 608	591 873 864	613 651 360	623 229 640
Nombre d'actions ordinaires émises	4 771 808	7 600 758	7 787 814	8 074 360	8 200 390
Nombre d'actions à dividende prioritaire émises					
Nombre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droits de souscription					
<b>2- Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffres d'affaires hors taxes	22 003	31 955	266 924	323 237	234 540

Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements & provisions	11 439	33 120	34 269	<b>44 821</b>	<b>31 142</b>
Impôts sur les bénéfices	1 153	2 547	8 542	<b>10 345</b>	<b>6 637</b>
Participation des salariés due au titre de l'exercice	20	20	11	<b>14</b>	<b>17</b>
Résultat après impôts, participation, amortissements & provisions	9 848	30 560	25 675	<b>34 420</b>	<b>24 471</b>
Résultat distribué	0	14 217	21 778	<b>29 192</b>	<b>20 752</b>
<b>3- Résultat par action (1)</b>					
Résultat après impôts, participation mais avant amortissements et provisions	2,16	4,94	3,34	<b>4,35</b>	<b>3,01</b>
Résultat après impôts, participation, amortissements et provisions	2,07	4,94	3,34	<b>4,34</b>	<b>3,01</b>
Dividende attribué à chaque action	0,00	2,09	2,83	<b>3,68</b>	<b>2,55</b>
<b>4- Personnel</b>					
Effectifs moyens	10	10	10	<b>10</b>	<b>10</b>
Montant de la masse salariale	522	538	535	<b>578</b>	<b>711</b>
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux ( sécurité sociale, œuvres sociales)	225	256	259	<b>294</b>	<b>429</b>
(1) Calculé sur le nombre moyen d'actions dans l'année 8 137 375,00 pour 2025 Nombre d'actions moyen pondéré // Coefficient 0,50					

#### IV.— Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Caisse Centrale du Crédit Mutuel,

##### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Caisse Centrale du Crédit Mutuel relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.  
L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

##### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.  
Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

##### Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 "Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation" de l'annexe aux comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

##### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de valorisation des titres de participation et autres titres détenus à long terme ainsi que des parts dans les entreprises liées.

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
Au 31 décembre 2025, les participations et autres titres détenus à long terme ainsi que les parts dans les entreprises liées s'élèvent respectivement à 1 65 M€ et 0,25 M€ et comptent parmi les postes dont la valeur est matérielle au regard du bilan de votre société. Ils doivent faire l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur coût d'acquisition. Comme indiqué dans le paragraphe 1.6 "Opérations sur titres" de la note 1 de l'annexe aux comptes annuels, la valeur d'utilité est estimée selon différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité, la perspective de rentabilité et les cours moyens de bourse des derniers mois.	Pour apprécier l'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation, autres titres détenus à long terme et des parts dans les entreprises liées, nos travaux ont consisté principalement à examiner, d'une part, la documentation des valeurs retenues par la direction et, d'autre part, l'application appropriée des méthodes d'évaluation des titres concernés. Pour les évaluations reposant sur des éléments historiques, nos travaux ont consisté à examiner la concordance des capitaux propres retenus avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques, et à examiner la documentation des ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres.

<p>L'estimation de la valeur d'utilité requiert l'exercice du jugement de la direction dans le choix des éléments à considérer, qui peuvent correspondre selon les cas à des données historiques ou à des informations prévisionnelles.</p> <p>En raison du recours au jugement dans le choix des critères et des informations prévisionnelles retenues par la direction pour l'estimation de la valeur d'utilité, nous avons considéré que l'évaluation des titres de participation et autres titres détenus à long terme ainsi que des parts dans les entreprises liées constituait un point clé de l'audit.</p>	
--	--

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous :

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Caisse Centrale du Crédit Mutuel par l'assemblée générale du 5 mai 2021 pour le cabinet KPMG S.A. et du 11 mai 2005 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la cinquième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la vingt et unième année.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

#### Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, le 29 avril 2026

**KPMG SA**  
Arnaud Bourdeille  
Associé

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Vanessa Jolival  
Associée

#### **Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au 46, rue du Bastion, 75017 Paris